

6 Société et Culture

Conférence inter-africaine de la prévoyance sociale (Cipres)/Clôture des assises de Libreville

Plusieurs recommandations adoptées

Anita J. TSOUMBA

Libreville/Gabon

OUVERTE, à Libreville, le 19 mars dernier, la réunion des directeurs généraux des organismes de prévoyance sociale des États membres de la Conférence inter africaine de la prévoyance sociale (Cipres), s'est achevée, mercredi dernier, sur une note satisfaisante. C'est le directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), Dr Nicole Assélé, qui en a présidé la cérémonie de clôture.

En effet, la rencontre a débouché sur plusieurs recommandations. Au nombre desquelles, le financement du budget de lancement du Fonds de fi-



Photo : A.J.T. Les officiels pendant la clôture des travaux. On reconnaît, la DG de la CNSS, Dr Nicole Assélé (à gauche).

nancement africain (FIA). A ce sujet, le Groupe de travail de haut niveau (GTHN) préconise une "contribution obligatoire et uniforme" pour tous les Organismes de prévoyance sociale (OPS), à hauteur de 20% du budget. Cette contribution serait variable et assise sur les promesses d'apport. L'autre suggestion émise est de

"laisser aux États, la latitude d'attribuer aux Organismes nationaux de prévoyance sociale ou aux autres organismes appropriés la gestion de certains volets de la protection sociale, conformément aux législations nationales".

Quant au point relatif au canevas des retraités, les experts ont recommandé la prise en compte des ayants



Photo : A.J.T. Vue partielle des participants aux assises de Libreville.

droit en ce qui concerne surtout les prestations viagères (pension, rentes). Aux plans juridique et sécurité sociale, les États membres de la Cipres ont mis en évidence le souci d'innover aussi bien au niveau institutionnel que dans la gestion des techniques des branches.

Enfin, sur la mutualisation des systèmes d'informa-

tion des Organismes de prévoyance sociale de la zone Cipres, les experts ont préconisé la poursuite des travaux et la présentation d'un schéma directeur communautaire, avec un chronogramme de mise en œuvre, conformément aux modalités adoptées au cours de cette rencontre. Laquelle avait pour objet de "formuler des conclu-

sions opérationnelles sur les sujets soumis à l'examen du groupe d'experts". A savoir, l'avancement des travaux de construction du siège de la Cipres, la réflexion sur les notions de Prévoyance sociale et de Protection sociale en rapport avec la dénomination de la Cipres, le financement de la mise en œuvre effective du Fonds d'investissement africain, la mutualisation des systèmes d'information des Organismes de prévoyance sociale de la zone Cipres; l'approfondissement des réflexions sur le canevas de rapport d'activités, l'élaboration d'un socle juridique de sécurité sociale applicable à tous les États membres de la Conférence, et la problématique du financement de la Cipres.

Journée mondiale de l'eau, hier

Les élèves éduqués sur le précieux liquide

R.H.A

Libreville/Gabon

LES élèves de l'école publique d'Okala, dans le nord de Libreville, et ceux du Cours secondaire Ambourouet, dans le quartier Batavea, ont été sensibilisés, hier matin, par le Coordonnateur-résident du Système des Nations unies, Stephen Jackson, au précieux liquide qui fait partie intégrante de notre vie. "L'eau, la réponse est dans la nature" est le thème de cette édition.

Le diplomate onusien a rappelé que « l'eau insalubre, l'assainissement insuffisant et l'hygiène causent environ 842.000 morts chaque année; et plus de 80% des eaux usées résultant des activités humaines sont déversées dans les rivières ou la mer, sans au-



Photo : Rudy Hombeneh. Le Coordonnateur-résident du Système des Nations unies a rappelé que plus de 80% des eaux usées sont déversées dans les rivières.

cune dépollution.» Revenant sur le thème de cette année, il a indiqué que celui-ci a été choisi « pour mettre en exergue l'innovation qui consiste à gérer et à assainir l'eau, en utilisant les solutions fondées sur la nature (SFN).» D'après lui, « les SFN sont inspirées et s'appuient sur la nature. Elles utilisent ou imitent des processus naturels pour améliorer la gestion de

l'eau. Une SFN pourrait, par exemple, viser la conservation ou la remise en état des écosystèmes naturels ou la réalisation de processus naturels dans les écosystèmes modifiés ou artificiels, à l'échelle micro ou macro.»

Et de poursuivre en invitant les jeunes à « faire beaucoup plus avec l'infrastructure "verte" et l'harmoniser avec



Photo : R.H.A. Ici, les élèves de l'école publique d'Okala ont été éduqués sur les métiers de l'eau.

l'infrastructure "grise", c'est-à-dire l'infrastructure construite par l'homme. Promouvoir l'infrastructure "verte" nécessite de planter de nouvelles forêts, reconnecter les rivières aux plaines inondables et restaurer les zones humides, afin de permettre de rééquilibrer le cycle de l'eau et d'améliorer la santé humaine et les moyens de subsistance», a-t-il conseillé.

Cette journée mondiale de l'eau a également été mise à profit par la direction générale des Ressources hydrauliques pour présenter les métiers de l'eau. Histoire d'éveiller et de susciter, chez les enfants, des vocations en la matière. « L'objectif de la présentation des métiers de l'eau est d'amener les jeunes à s'intéresser à ces métiers. Nous avons une carence de ca-

dres dans ce domaine. Nous avons l'hydraulicien, le foreur, le géologue, le géophysicien. Ces métiers constituent le corps de l'hydraulique. Cela pourrait les aider à prendre connaissance et à s'orienter dans ces domaines», a expliqué le chef de service Hydraulique villageoise de la DGRH, Wilfried Nzoghe Obame. Non sans rappeler les dangers liés à la consommation d'une eau impropre. Souvent source de maladies. Le cas, a-t-il cité, du choléra qui est « une maladie qui donne des diarrhées, des vomissements et autres. Elle survient quand une eau n'est pas traitée.» Autant des communications qui n'ont pas laissé les élèves insensibles. A preuve, ils ont posé une batterie de questions aux spécialistes.

Dans la foulée des célébrations des journées de la Francophonie et de la Forêt

Don d'ouvrages de l'OIF à l'Enef

L.R.A.

Libreville/Gabon

TOUT a commencé avec la visite officielle de la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Michaëlle Jean, en août 2015. Dans ce cadre-là, elle s'était rendue sur le site de l'École nationale des eaux et forêts (Enef) et avait été sensible aux difficultés rencontrées par cette grande école spécialisée. D'où ce don d'ouvrages, mercredi dernier.

« La liste qui nous avait été soumise était assez large. La plupart des ouvrages que nous avons apportés aujourd'hui ont été édités



Photo : D.R. Le représentant régional de l'OIF (d) et le directeur général de l'Enef, lors de la remise symbolique d'ouvrages.

ou coédités par l'Institut de la francophonie pour le développement durable basé à Québec, spécialisé sur les questions d'environnement. Nous avons fait un appui

complémentaire (un chèque symbolique d'une valeur de 500 mille francs CFA) pour permettre à l'Enef de choisir elle-même en priorité les ouvrages qu'elle veut ac-



Photo : D.R. Boubacar Noumansana plantant un okoumé.

quérir», s'est exprimé M. Noumansana, représentant régional de l'OIF. Qui a, par ailleurs, été soumis à l'exercice, comme l'exige la tradition à l'Enef, de plan-

ter un okoumé. Arbre mythique de la forêt gabonaise.

Ce don conforte Bruno Nkoumakali, directeur général de l'Enef, qui a re-

merci l'OIF pour son intérêt et sa contribution. « L'Enef, par ma voix, vous remercie pour l'attention que vous avez voulu réserver à notre doléance. Votre apport est une bouffée d'oxygène pour notre bibliothèque. La dotation de ce jour entre dans le cadre de vos missions qui mettent la formation et la recherche, piliers du développement, au centre de vos actions», a-t-il dit en substance.

L'Enef a été créée en 1953 en tant que Centre de formation du personnel forestier. C'est en 1959 qu'elle devient Institut national d'études forestières du Cap-Estérias, et Enef en 1975.